Le Rôle conservatoire des magistrats collectionneurs sous l'Ancien Régime : l'exemple de la collection Le Nain / de Cotte de l'Assemblée nationale

The preserving role of magistrate-collectors under the Ancien Regime: the example of the Le Nain /de Cotte collection of the French National Assembly

Sarah de Bogui

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/33948>

DOI : 10.4000/insitu.33948

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Sarah de Bogui, « Le Rôle conservatoire des magistrats collectionneurs sous l'Ancien Régime : l'exemple de la collection Le Nain / de Cotte de l'Assemblée nationale », *In Situ* [En ligne], 46 | 2022, mis en ligne le 16 janvier 2022, consulté le 03 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/33948> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.33948>

Ce document a été généré automatiquement le 3 février 2022.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Le Rôle conservatoire des magistrats collectionneurs sous l'Ancien Régime : l'exemple de la collection Le Nain / de Cotte de l'Assemblée nationale

The preserving role of magistrate-collectors under the Ancien Regime: the example of the Le Nain /de Cotte collection of the French National Assembly

Sarah de Bogui

INTRODUCTION

- 1 Le 10 août 1811, le bibliothécaire de la Chambre des députés, l'ancien bénédictin Pierre-Paul Druon, adresse à l'un des questeurs¹ de l'époque, le baron Marcorelle, ce message laconique :

J'ai rempli la commission dont vous m'aviez chargé. J'ai consulté des personnes capables de juger du mérite des manuscrits qu'on vous propose ; [...] après un examen réfléchi, je pense que la Questure peut offrir à Mr De Cotte une somme de quatre mille francs et que le prix sera aussi avantageux au vendeur qu'à l'acheteur².

- 2 C'est ainsi qu'il fait entrer à la Chambre des députés une collection dont le cœur continue de faire battre celui des chercheurs. Monsieur de Cotte fils vient en effet de vendre à vil prix – et il ne manquera pas d'en faire la remarque – l'extraordinaire collection de son père, le président Jules-François de Cotte (1721-1810), évaluée à 45 000 livres en 1804³. Cette collection est en grande partie issue de celle constituée par un autre magistrat du Parlement de Paris, Jean IV Le Nain (1613-1698), père du fameux Louis-Sébastien Le Nain de Tillemont⁴ (1637-1698). Le président de Cotte, bibliomane gourmand, ne pouvait manquer d'acquérir la fabuleuse bibliothèque de son prédécesseur, qui participa du même coup à la renommée de la sienne⁵. Pour cette

raison, on la trouve alternativement désignée dans les catalogues⁶ sous les noms de « collection de Cotte » et « collection Le Nain ».

- 3 Nous devons à ces magistrats emblématiques le passage à la postérité de deux pièces majeures des archives judiciaires : le corpus des « registres de Le Nain » et le manuscrit authentique de l'expédition⁷ du procès de Jeanne d'Arc. Qui étaient ces hommes, comment ont-ils développé leur bibliothèque et dans quel contexte ? De quelle manière leur goût de la collection a permis de consolider une chaîne de transmission sans laquelle certaines de ces archives judiciaires seraient aujourd'hui perdues ou plongées dans l'ombre pour encore longtemps ? Et enfin, que vient donc faire ce manuscrit du procès de Jeanne d'Arc dans la bibliothèque d'un magistrat d'Ancien Régime ?
- 4 Nous allons nous efforcer de répondre à ces questions ou, du moins, poser quelques hypothèses.

La profession juridique, un terreau fertile pour les archives

- 5 L'histoire de la collection Le Nain / de Cotte s'inscrit dans un contexte particulier qu'il est nécessaire de retracer afin de comprendre les mécanismes à l'œuvre dans le parcours des magistrats dont nous allons parler. En effet, les pratiques professionnelles des officiers de justice du Parlement de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles, forgées à la fois par l'exercice pratique du droit mais aussi par les contraintes matérielles, les habitudes de travail et la naissance de la bibliophilie, ont généré des modalités spécifiques de circulation des archives [fig. 1].

Figure 1

Hudibras addresses a lawyer who sits in an elaborately decorated pew next to a shelf full of books; two clerks sit beneath, William Hogarth, 1768, 24,12 X 34,6 cm, gravure conservée dans la collection de la Wellcome Library (38143i), Londres.

Reproduction Wellcome Collection.

La collection, un mode de l'apprentissage du droit

- 6 À l'examen de la relation aux documents qu'ont entretenue les différentes professions, on observe que l'apprentissage est marqué, en chacune, par une culture livresque spécifique. Mary Carruthers a ainsi exploré magistralement le rôle de la mémorisation des textes dans la fonction monastique⁸. On peut aussi évoquer l'appétence des professions médicales pour l'illustration anatomique, qui entraîne dès le XVI^e siècle un fulgurant développement de l'art de la gravure, culminant avec les extraordinaires planches de l'anatomiste André Vésale, où la science le dispute à l'art.
- 7 Concernant les professions juridiques, rappelons que l'exercice de la justice s'appuie sur une maîtrise de l'éloquence et obéit à des codes argumentaires dont les éléments pivots évoluent progressivement au cours des siècles⁹, notamment à partir du XVI^e siècle où la remise en question du droit romain donne lieu à un renouvellement de la matière légale. Et si les décisions qui découlent de l'édit de Saint-Germain-en-Laye de 1679 rénovent et consolident le cadre de la formation de « ceux qui se destinent à ce ministère [de la justice] », les méthodes, elles, ne changent guère¹⁰.
- 8 Le modèle de l'érudit demeure la figure inaltérable que s'attachent à devenir ces « magistrats qui, pendant toute leur vie, [ont] courbé leur tête sous le joug d'une accablante érudition », ainsi que l'évoque Portalis¹¹. L'apprentissage du droit passe en effet par un travail d'accumulation et de mémoire et, dès les débuts, le travail de collation du savoir est le pilier de la formation dispensée aux jeunes juristes.

- 9 Ils sont incités à se constituer un bagage personnel de citations et d'exemples qu'ils pourront réutiliser à loisir, qu'il s'agisse d'en appeler aux grands auteurs du temps ou de se référer à des affaires passées. Durant leur apprentissage du métier et tout au long de leur carrière, avocats et magistrats se consacrent donc à la rédaction de carnets de lieux communs¹² et de corpus de jurisprudence, nourris aussi bien par des lectures que par la fréquentation des tribunaux. Ces recueils de citations et de plaidoyers, qui font figure de véritables trésors de guerre, se lèguent fréquemment de père en fils et constituent ainsi des archives hybrides, à la fois familiales et professionnelles¹³. C'est d'ailleurs à la fin du ^{xvi}e siècle que les recueils de plaidoyers commencent à être imprimés, témoignant ainsi du regain de vitalité de la profession autant que de l'intérêt suscité par les textes qu'elle produit¹⁴.

L'appropriation matérielle, corollaire nécessaire à l'exercice du droit

- 10 Par principe, le Parlement interdisait la sortie de ses archives mais la réalité fit qu'il en fut tout autrement. Ainsi que le rappelle Isabelle Brancourt, « les registres faisaient d'incessants va-et-vient entre les dépôts du greffe et les maisons des officiers de la cour¹⁵ », pour le plus grand déplaisir des greffiers contraints à de réguliers rappels à l'ordre et parfois conduits à formuler des plaintes officielles contre cette pratique¹⁶.
- 11 En 1863, Alphonse Grün produisit une étude fondamentale sur l'histoire globale des archives du Parlement, s'intéressant, entre autres, à leurs modalités de communication et de conservation¹⁷. En s'appuyant sur les sources historiques, il a scrupuleusement retracé les déplacements, « libres » ou « forcés », de ces pièces. Il apparaît que certaines classes d'officiers bénéficiaient de facilités pour accéder aux archives et qu'il n'était pas rare que des magistrats négligent de les rapporter au greffe. C'est parfois à l'occasion d'un décès qu'un document que l'on croyait perdu était ainsi fortuitement retrouvé et remplacé sur sa tablette d'origine¹⁸.
- 12 Grün relie cette pratique à la prééminence accordée à la jurisprudence ancienne. C'est ce qui a donné toute leur importance aux *Olim*, ces registres anciens, qui ont été entourés de soins particuliers de conservation¹⁹.
- 13 Les motifs de cette circulation entre dépôts parlementaires et cabinets privés a fait l'objet d'une analyse plus poussée par Marie Houlemare. Dans sa thèse, elle met en évidence le fait que « la priorité royale est à la consultation plus qu'à la conservation » et identifie un triple usage administratif, politique et historique, à l'origine de leur circulation²⁰. Nous ne nous étendrons pas sur l'usage administratif, qui revient à celui exposé ci-dessus et dont Grün avait fait état. Pour ce qui relève de la « consultation politique et historique », la chercheuse évoque le rôle joué par le Parlement comme gardien d'une « mémoire des pratiques politiques, en conservant la mémoire des conflits avec le roi²¹ ». Enfin, ces archives deviennent une source précieuse à laquelle viennent s'abreuver les historiens dès la seconde moitié du ^{xvi}e siècle²². On retiendra qu'à la suite des précurseurs André et François Du Chesne, Jacques Le Long publia ainsi dès 1719 une bibliographie de l'histoire de France²³, après s'être attaché non seulement à répertorier les imprimés mais aussi à localiser les sources manuscrites, dans les dépôts publics autant que privés.
- 14 On voit donc que c'est par une conjonction de facteurs, imbriqués les uns dans les autres et obéissant aux pratiques d'un milieu social spécifique, qu'ont pu s'épanouir des

modalités de circulation où l'archive publique bascule entre des mains privées, malgré les dispositifs de contrôle existants.

La symbolique de la bibliothèque, miroir d'une réputation immortelle

- 15 En 1627, Gabriel Naudé publie son *Advis pour dresser une bibliothèque*, un ouvrage théorique et pratique fondateur dans l'histoire des bibliothèques et qui acte la charge symbolique qu'elles portent à cette époque. Les bibliothèques sont alors envisagées ni plus ni moins comme un gage d'immortalité, à la fois manifestation d'un pouvoir social et d'une autorité intellectuelle. Dans son avant-propos, Naudé s'adresse par ces mots au président de Mesmes²⁴, dont il est le bibliothécaire : « Mais si vous ambitionnez de faire esclater vostre nom par celui de vostre Bibliothèque [...] qu'elle soit aussi bien que vostre esprit, sans pair, sans égale [...] »²⁵.
- 16 François Bluche a mis en évidence ce qu'il nomme « le sens de la culture parlementaire » et la manière dont elle se manifeste à travers les bibliothèques des magistrats du Parlement de Paris²⁶. De son côté, dans son étude sur les collectionneurs parisiens du XVIII^e siècle, Michel Marion souligne l'éducation comme moteur de constitution d'une bibliothèque, notamment dans les professions médicales et juridiques²⁷.
- 17 Enfin, ajoutons à cette valeur symbolique de la bibliothèque sa valeur vénale. Le livre est une marchandise que l'essor de la bibliophilie²⁸ rend de plus en plus coûteuse pour ces notables qui souhaitent développer des collections à la fois pratiques et d'apparat. Posséder et augmenter une bibliothèque demande donc des moyens financiers considérables puisque la moyenne de la valeur d'une telle possession est estimée à 33 000 livres au XVIII^e siècle²⁹. La bibliothèque, dont le rythme des achats et des ventes varie au gré des fortunes³⁰, est donc également un marqueur de réussite financière.
- 18 C'est pourquoi il n'est pas exagéré de dire que les bibliothèques sont des « monuments³¹ » ayant assuré l'immortalité de leurs possesseurs.
- 19 L'étude des bibliothèques nous permet de voir comment, par une conjonction de facteurs sociaux propres à l'époque, des magistrats du Parlement de Paris ont pu devenir vecteurs d'une mémoire judiciaire, où archive publique et archive privée se fondent dans un objectif de construction de collections individuelles.

Le Nain et De Cote, les magistrats collectionneurs

- 20 C'est ainsi que les magistrats Le Nain et de Cotte, rouages éminents de la machine judiciaire d'Ancien Régime, ont perpétué à un siècle d'intervalle les traditions héritées de leurs pairs, assurant ainsi une continuité dans la chaîne de transmission des archives juridiques [fig. 2].

Figure 2

Premier président du parlement de Paris, aquarelle de Louis Boudan conservée à la Bibliothèque nationale de France, département estampes et photographie (RESERVE OA-17-FOL)

Reproduction Bibliothèque nationale de France, <https://www.collecta.fr/image.php?id=7690,premier-president-du-parlement-de-paris> [lien valide en novembre 2021].

Jean Le Nain (1609-1698), le collectionneur d'archives du Parlement de Paris

- 21 L'histoire de la collection conservée à l'Assemblée nationale commence avec « l'un des plus dignes magistrats qui aient paru dans le dix-septième siècle, et tel en un mot qu'on a dit de lui, qu'il a plus honoré les places qu'il a occupées, qu'elles ne l'ont honoré³² ».
- 22 Quelques dates permettent d'en brosser rapidement un portrait. Le 3 avril 1632³³, le jeune Jean IV Le Nain, alors âgé de dix-neuf ans, fut reçu comme conseiller au Parlement de Paris, et ce n'est que dix ans plus tard³⁴, en 1642, qu'il devient maître des requêtes de l'Hôtel du roi³⁵. Son père, Jean III Le Nain, était lui-même entré au Parlement en 1597 et plusieurs générations suivirent ses traces. La rigueur intellectuelle, la piété et l'érudition qui caractérisent les différents membres de cette dynastie parlementaire auraient déjà suffi à faire passer le nom des Le Nain à la postérité. Mais l'entreprise colossale dans laquelle Jean IV se lança inscrivit définitivement son nom sur les tablettes de plusieurs générations d'historiens.
- 23 Le Nain s'est en effet passionné pour l'étude des archives témoignant de l'esprit de l'institution parlementaire et dont les plus anciennes, rédigées par les greffiers, remontaient à 1254 mais qu'il compila pour la période débutant en 1364³⁶. Il s'y plongea infatigablement pendant vingt ans, relevant soigneusement les parties à faire copier par son équipe de secrétaires, afin de constituer, sous la forme de registres, une

collection d'extraits³⁷. On trouve donc dans les archives différentes marques de lecture de la main même de Le Nain mais également des indications destinées aux copistes engagés pour créer cette collection³⁸. Jean Le Nain a développé des tables d'indexation permettant de naviguer au sein de sa collection d'extraits, et par rebond au sein des archives extrêmement riches, denses et complexes du Parlement, qui ont été complétées et mises au propre au fil des générations. On distingue ainsi quatre phases de travail dans les tables, dont trois postérieures au décès de Jean IV, qui témoignent de l'importance accordée dès sa genèse à cet outil de repérage dans le dédale des archives judiciaires³⁹, et qui demeurent aujourd'hui encore un outil de référence.

- 24 La postérité de la collection des registres de Jean Le Nain atteste du maintien de sa bibliothèque au sein de sa famille sur plusieurs générations : certains de ses descendants s'en sont en effet emparés afin de poursuivre le travail. On peut également penser que Le Nain ou ses successeurs ont prolongé une pratique proche de la « *pecia*⁴⁰ » puisque l'on retrouve des copies du registre dans plusieurs collections des magistrats de l'époque (Lamoignon, Joly de Fleury). En produisant cette collection d'archives, Jean Le Nain et ses descendants s'inscrivent donc dans une tradition balisée par les apprentissages et les pratiques de leur temps.

Jean-François Ogier (1703-1775), le collectionneur oublié

- 25 En 1732, une gazette signale que le président Ogier est entré en possession des registres de Le Nain vendus par ses héritiers⁴¹ pour la somme considérable de 10 000 écus⁴², tandis qu'un M. Doneuil a acquis le reste de sa bibliothèque pour 50 000 livres⁴³.
- 26 Le passage de la collection Le Nain entre les mains du président Ogier demeure souvent inaperçu en raison de l'accent mis sur la provenance de la collection de Cotte. Grün en fait bien état, en citant un passage de l'*Encyclopédie* de Boucher d'Argis sur le sujet⁴⁴ mais cet élément de trajectoire est absent des ouvrages de référence sur l'histoire des collections de la Chambre des députés⁴⁵, ce qui le rend d'autant plus invisible.
- 27 Jean-François Ogier entama une carrière de président de la seconde Chambre des requêtes à partir de 1722, puis de président honoraire du Parlement de Paris. Un revers de fortune temporaire en 1732 ne l'empêcha visiblement pas de conserver sa bibliothèque puisque ce n'est qu'en 1753 que les registres de Le Nain réapparaissent chez un nouveau possesseur : le président de Cotte.
- 28 Bien que la date exacte de la vente de la collection ne nous soit pas connue, il est permis d'émettre une hypothèse⁴⁶. En effet, on apprend dans les minutes du notaire François Prévost que le 29 décembre 1744, un traité d'office⁴⁷ est signé entre Jean-François Ogier et Jules-Robert de Cotte⁴⁸. Or Jules-Robert n'est autre que le père de Jules-François : il était en effet de coutume pour les jeunes notables de bénéficier de la solidarité financière familiale dans l'achat des charges, ce qui permettait de perpétuer la dynastie⁴⁹. Les relations entre les familles Ogier et de Cotte ne sont pas nouvelles car Jules-Robert de Cotte (1683-1767) a été l'architecte du château d'Orly, demeure familiale bâtie à la demande du grand-père de Jean-François Ogier entre 1697 et 1710⁵⁰.
- 29 La fin de l'année 1744 coïncide, pour Ogier, avec sa nomination comme surintendant de la Dauphine de France, et pour le jeune de Cotte, avec sa prise de fonction en tant que président du Parlement. Il est donc permis de supposer que l'achat de cette charge de président ait pu être accompagné de l'achat d'une partie de la collection d'archives du président Ogier, et notamment de la collection Le Nain. Néanmoins, seules des archives

témoignant de cette transaction pourraient la confirmer ou l'infirmier⁵¹. On remarque cependant que les registres de Le Nain ne figurent pas au catalogue de vente d'après décès du président Ogier⁵².

Le président de Cotte (1721-1810), le collectionneur de collections

- 30 On trouve peu d'éléments biographiques sur Jules-François de Cotte⁵³, probablement éclipsé par l'auguste dynastie d'architectes dont il est issu. Il est en effet le fils de Jules-Robert de Cotte (1683-1767), intendant-général des Bâtiments du Roi et directeur de la Monnaie de Paris, lui-même fils de Robert de Cotte (1656-1735), Premier architecte du roi et directeur de l'Académie royale d'architecture [fig. 3].

Figure 3

Jules François de Cotte maitre des Requetes. Intendant du commerce. Année 1775, dessiné par Jean-Philippe Caresme peintre du roi et gravé par Gilles Demarteau, conservé à la Bibliothèque nationale de France, département des Estampes et de la Photographie (RESERVE EF-9 (15)-FOL).

Reproduction Bibliothèque nationale de France, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b53186944w.item> [lien valide en novembre 2021].

- 31 On sait cependant qu'il fut notamment conseiller au Parlement de Paris en 1740. L'appellation de « président » par laquelle il est régulièrement désigné lui vient de sa nomination comme président de la seconde chambre des requêtes du Palais⁵⁴ en 1745.
- 32 Le président de Cotte a commencé à se constituer une bibliothèque en 1738, avec l'achat d'ouvrages lors de la vente de la collection du comte d'Hoym⁵⁵. Il l'a développée en faisant l'acquisition de bibliothèques complètes « provenant de la bibliothèque de plusieurs Magistrats célèbres⁵⁶ ». On y trouve ainsi des archives de Jérôme Bignon (1589-1656) dont naquit une lignée de bibliothécaires du Roi, ou encore les volumes manuscrits des abondantes mémoires d'Omer Talon (1595-1652), publiées en 8 volumes

en 1732⁵⁷. Enfin, le président de Cotte a également acquis la bibliothèque du fameux garde du cabinet des Médailles du roi, Claude Gros de Boze (1680-1753)⁵⁸.

La collection Le Nain / de Cotte à l'Assemblée nationale et aux Archives nationales

- 33 Ainsi que nous l'avons rappelé en introduction, c'est en 1811 que le fils du président de Cotte décide de proposer au Corps législatif d'acheter la bibliothèque de son défunt père⁵⁹. L'un des questeurs de l'époque, le baron Marcorelle (1760-1829), demande alors un rapport au bibliothécaire Pierre-Paul Druon qui rend un avis favorable à l'acquisition de cette collection et suggère d'en offrir la somme de 4 000 francs⁶⁰. Malgré la modestie de cette somme, le fils de Cotte se « détermine néanmoins [sic] à accepter [ces] propositions préférant la placer dans la Bibliothèque d'un Corps dont les Membres sont en état de l'apprécier⁶¹ ». C'est ainsi que la bibliothèque du président de Cotte entre à la Chambre des députés et apparaît finalement à l'inventaire de 1833⁶².
- 34 Elle comporte alors la fameuse collection d'extraits des registres du Parlement de Paris et les tables méthodiques des registres conçues par Le Nain, soit 250 volumes d'extraits et 83 volumes de tables. Les pièces de la collection Le Nain / de Cotte sont essentiellement des copies manuscrites de pièces provenant des archives du Parlement de Paris, enrichies de pièces ayant fait partie des collections privées de plusieurs magistrats et de pièces complémentaires imprimées.
- 35 Dès 1833, date à laquelle a été réalisé l'inventaire de la bibliothèque de la Chambre des députés, l'absence de douze manuscrits de la collection Le Nain est signalée⁶³. En outre, en juillet 1960, une convention entre l'Assemblée et les Archives nationales a entraîné le dépôt aux Archives de la partie la plus précieuse de la collection, à savoir les volumes de Le Nain. Néanmoins, une autre pièce majeure de cette collection fut exclue du dépôt et resta dans les réserves de l'Assemblée, un document historique inestimable : l'une des expéditions authentiques du procès en condamnation de Jeanne d'Arc.

Le manuscrit du procès de Jeanne d'Arc [fig. 4]

Figure 4

Expédition du procès de condamnation de Jeanne d'Arc, 1451, manuscrit conservé à la bibliothèque de l'Assemblée nationale (Ms 1119), Paris.

Reproduction bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Genèse et nature du manuscrit

- 36 Du 21 février au 23 mai 1431, l'évêque de Beauvais Pierre Cauchon, dépêché par les Anglais, mène le procès en condamnation de Jeanne d'Arc. Dans la salle de la chapelle royale du château de Rouen, les trois greffiers, Guillaume Manchon, Guillaume Colles dit Boisguillaume et Nicolas Taquel, se chargent de retranscrire les échanges entre la Pucelle d'Orléans et ses accusateurs. Ces notes, les minutes, rédigées en français puis traduites en latin, leur permirent ensuite de produire l'acte authentique en latin sous la direction du chanoine Thomas de Courcelles. L'acte fut finalement copié en cinq expéditions, toutes marquées des sceaux des deux juges inquisiteurs, l'évêque Cauchon et le frère Jean Lemaître.
- 37 C'est l'une de ces expéditions, la seule à être rédigée sur un précieux vélin, qui se trouve dans la collection Le Nain / de Cotte⁶⁴. C'est notamment cet élément matériel qui incita l'historien Jules Quicherat, dont les recherches sur les procès de Jeanne d'Arc font encore autorité, à considérer que l'exemplaire conservé à l'Assemblée nationale était destiné au roi d'Angleterre⁶⁵. Il s'opposa en cela à Pierre Champion, autre historien de Jeanne d'Arc, qui le considère comme l'exemplaire personnel de Pierre Cauchon⁶⁶.
- 38 Par quel cheminement cette pièce exceptionnelle de l'histoire de France a-t-elle abouti sur les étagères du président de Cotte ? Cette question n'a jamais été creusée jusqu'à présent par les historiens et il nous semblait donc nécessaire de tenter de combler cette lacune.

Du greffe de Rouen au Parlement de Paris

- 39 En effet, la première question qui se pose est la raison pour laquelle cette copie d'expédition du procès de condamnation de Jeanne d'Arc a été déposée au Parlement de Paris. La preuve de ce dépôt a pu être apportée par les deux historiens Quicherat⁶⁷ et Richer⁶⁸, notamment grâce au numéro d'inventaire de Le Nain porté à l'intérieur de la reliure du manuscrit, reliure aujourd'hui disparue mais dont la note a été reportée sur le premier feuillet du volume.
- 40 Ce dépôt au Parlement de Paris ne correspond pas aux pratiques habituelles en vigueur s'agissant de l'archivage d'un procès en inquisition. En outre, les archives du Parlement appartenant à la période d'occupation anglaise, comprise entre 1428 et 1435, ont été rassemblées et emportées par les Anglais durant leur fuite en 1436⁶⁹. Pourquoi cette pièce majeure aurait-elle été laissée sur le territoire français ? Sur ce point, Quicherat et Vallet de Viriville apportent des éléments de réponse⁷⁰.
- 41 Quicherat relève d'abord que dans le mémoire rédigé en 1450 par Guillaume Bouillé dans le cadre de son enquête en vue du procès en réhabilitation, on trouve mention d'une réponse de Jeanne d'Arc qui se trouve très exactement dans l'exemplaire de la collection de Cotte⁷¹. C'est sans doute ce constat qui amène Vallet de Viriville à affirmer que le manuscrit a été conservé à Rouen durant l'occupation anglaise avant d'être transféré au Parlement de Paris⁷².
- 42 La rigueur professionnelle autant que la mesure préventive sont probablement à l'origine de la conservation à Rouen de la copie d'expédition destinée au roi d'Angleterre. En effet, la tenue du procès de Jeanne d'Arc et sa condamnation pour hérésie, alors que le pouvoir échappe à l'Angleterre, allait nécessairement être remise en question. Il fallait donc que ceux qui auraient à répondre de leurs actes puissent apporter la preuve de leur bonne foi et de la régularité du procès⁷³. On peut donc supposer que c'est à l'initiative de participants au procès que ce document probant, essentiel, doit d'être resté en France. Il est en outre attesté que Guillaume Manchon avait soigneusement conservé par devers lui les minutes du procès de condamnation que certains avaient cru perdues⁷⁴. Il est donc cohérent que l'on ait apporté le même soin à la conservation des minutes et à la copie authentique du procès.
- 43 Dans la suite du procès de réhabilitation, on peut supposer que le déplacement du manuscrit fut effectué à la demande de Charles VII. Il paraît avoir alors été déposé à la Chambre des comptes puisque Quicherat donne, dans son étude, l'indication des anciens inventaires de cette chambre dans lesquels le manuscrit est répertorié⁷⁵. Ces indications témoignent également du transfert du procès dans le Trésor des chartes en 1473, à la demande de Louis XI⁷⁶. On pourrait y voir une réponse tardive faite aux descendants de Jeanne d'Arc qui avaient demandé ce déplacement dès 1455. Jean Hordal, le petit-neveu de Jeanne d'Arc, atteste d'ailleurs avoir consulté en 1612 le procès dans la Chambre du Trésor des chartes de la Sainte-Chapelle⁷⁷. Le voyage du manuscrit ne s'arrêta pas là puisque c'est parmi les procès criminels que Le Nain le répertoria ensuite au XVII^e siècle, ainsi qu'en témoigne son numéro de registre⁷⁸.
- 44 Il est tout à fait remarquable que cette pièce originale ait pu cheminer sans dommages à travers le palais de la Cité quand on connaît la succession d'incendies dont il a été victime. On peut notamment se souvenir que le terrible incendie du Parlement le 7 mars 1618 ne ravagea pas seulement la Grande Salle du palais mais entraîna également la destruction de la majeure partie des minutes conservées entre 1364 et

1584⁷⁹. Et lorsqu'elles ne furent pas détruites par le feu, certaines pièces furent « distraites » par des spectateurs du désastre, nécessitant un arrêt de la cour en vue d'obtenir leur restitution⁸⁰.

La piste des Didot

- 45 Le détail de la circulation du manuscrit de Jeanne d'Arc entre Rouen et le Parlement de Paris étant tracé, il n'en demeure pas moins que la question de son passage du palais de la Cité à la bibliothèque du président de Cotte reste un mystère.
- 46 Ce mystère, nous avons cru l'avoir en partie élucidé en tombant sur une information capitale apportée par Vallet de Viriville. Ce dernier indique en effet dans son avant-propos à la traduction du procès de Jeanne d'Arc que : « Après avoir appartenu à M. Didot, père de notre honorable éditeur, et au président de Cotte, magistrat au Parlement, il est entré, en 1811, dans le dépôt public où il se conserve⁸¹. »
- 47 En 1867, l'éditeur de Vallet de Viriville est Ambroise Firmin Didot (1790-1876). Le manuscrit aurait donc appartenu à son père, Firmin Didot (1764-1836). Or il y a là une impossibilité chronologique flagrante puisque la présence du procès de Jeanne d'Arc est attestée dès 1753 dans la collection de Cotte. Vallet de Viriville aurait-il mal compris et ne s'agirait-il pas plutôt du grand-père François-Ambroise (1730-1804) ou même encore de l'arrière-grand-père François (1689-1757) ? La grande dynastie d'imprimeurs est également célèbre pour sa collection privée, qui a fait courir les foules lors des ventes d'Ambroise Firmin Didot, organisées entre 1878 et 1883.
- 48 Il se pourrait donc fort bien que le manuscrit de Jeanne d'Arc, figure pour laquelle les Didot avaient une affection particulière et au sujet de laquelle ils ont fait paraître bon nombre de publications, soit effectivement passé entre les mains de François-Ambroise ou de François Didot. Il se pourrait également que cet intérêt pour la Pucelle d'Orléans ait donné lieu à un prêt de la part du président de Cotte et que les pièces du procès soient restées suffisamment longtemps chez les Didot pour faire naître une légende familiale.
- 49 Une recherche fouillée dans les archives familiales et notariales reste à entreprendre afin de tenter d'élucider cette question.

La théorie des magistrats

- 50 Toutefois, un autre mystère demeure : par qui et pourquoi ce manuscrit est-il passé du dépôt du Parlement de Paris à une collection privée ?
- 51 Nous avons exploré précédemment les modalités de circulation des pièces originales du Parlement de Paris et nous avons vu qu'une assez grande liberté était offerte aux officiers de justice dans l'emprunt de ces pièces et qu'il n'était pas rare que certaines restent conservées chez eux [fig. 5].

Figure 5

Lit de justice tenu par le roy en la grand chambre du parlement de Paris en 1651, Antoine Herisset, XVIII^e siècle, 16,5 X 22,5 cm, gravure conservée au musée Carnavalet (G 41238).

Reproduction Paris Musées / Musée Carnavalet.

- 52 Il n'est donc pas incongru d'imaginer que l'un des magistrats collectionneurs du XVII^e ou du XVIII^e siècle ait pu s'approprier les minutes du procès de Jeanne d'Arc, ces dernières voyageant d'héritier en héritier avant d'être vendues. Malgré de premières hypothèses allant dans ce sens, il est peu probable que Le Nain soit à l'origine de ce prélèvement. On ne trouve en effet nulle trace du manuscrit dans les différents relevés de sa collection effectués par les historiens d'Ancien Régime qui se sont attachés à consulter les sources sur Jeanne d'Arc ou sur les archives du Parlement de Paris.
- 53 Une autre hypothèse selon laquelle le procès se serait trouvé inclus dans la collection Le Nain achetée par le président de Cotte au président Ogier ne semble pas non plus résister à l'examen. En effet, le catalogue de sa bibliothèque ne fait pas apparaître le manuscrit et sa passion était davantage tournée vers l'histoire naturelle que vers les registres de droit. Néanmoins, on ne peut s'arrêter au seul passage en revue des catalogues de vente étant donné le caractère sélectif des titres qui y figurent. Là encore, l'exploration des archives familiales et notariales serait seule susceptible d'apporter des compléments d'information solides.
- 54 Pour achever de lever le voile sur la trajectoire de circulation des actes du procès de Jeanne d'Arc conservés à l'Assemblée nationale, il reste donc à mener des recherches de Bénédictin parmi la constellation des magistrats collectionneurs entre la période Le Nain et la période de Cotte. Ceci tout en gardant à l'esprit que le résultat de l'entreprise reste hasardeux, entre archives inexistantes ou archives perdues...

NOTES

1. Le questeur est l'un des trois membres du Bureau de la Chambre, chargés notamment de la surveillance des dépenses dans les assemblées parlementaires.
2. Bibliothèque de l'Assemblée nationale, Ms 1596, pièce no 1.
3. La collection, alors mise en vente par le Président lui-même, n'avait pas trouvé preneur. Voir COYECQUE Ernest & DEBRAYE Henri, *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France*. Paris. *Chambre des Députés*, Paris, Plon, 1907, p. VII-X.
4. Jean Marchand attribue d'ailleurs par erreur la propriété de la collection à Le Nain de Tillemont qu'il confond avec son père. Voir MARCHAND Jean, *Le Procès de condamnation de Jeanne d'Arc : reproduction en fac-similé du manuscrit authentique, sur vélin, n° 119, de la bibliothèque de l'Assemblée nationale*, Paris, Plon, 1955, p. XI.
5. DIDEROT Denis, et al., *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, Paris, Le Breton / Briasson / David / S. Faulche, 1751-1772, t. VI, p. 407, disponible en ligne via https://books.google.fr/books?id=GnVEAAAAcAAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false [lien valide en novembre 2021].
6. On lit « collection De Cotte » dans le catalogue de 1833 et « collection Le Nain » dans celui de 1907.
7. À partir des notes prises par les greffiers lors des procès, nommées « minutes », un procès-verbal ou « expédition » était rédigé au propre et authentifié.
8. CARRUTHERS Mary, *Machina Memorialis. Méditation, rhétorique et fabrication des images au Moyen Âge*. Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires », 2002.
9. DAUCHY Serge & DEMARS-SION Véronique, *Les Recueils d'arrêts et dictionnaires de jurisprudence (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Paris, La Mémoire du droit, coll. « Bibliographie », 2005. Voir aussi GIAVARINI Laurence (dir.), *L'écriture des juristes. XVI^e-XVIII^e siècle*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Études et essais sur la Renaissance », 2010.
10. CURZON A. de, *L'Enseignement du droit français dans les universités de France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Librairie de la Société du Recueil Sirey, 1920 ; DESRAYAUD Alain, « La formation des juristes du Consulat et de l'Empire », *Napoleonica. La Revue*, t. 1, n° 16, 2013, disponible en ligne <https://www.cairn.info/revue-napoleonica-la-revue-2013-1-page-3.htm> [lien valide en novembre 2021].
11. PORTALIS Jean-Étienne-Marie, *Éloge d'Antoine-Louis Séguier, avocat général au parlement de Paris, l'un des quarante de la ci-devant Académie française*, Paris, librairie H.Nicolle et compagnie / imprimerie de la préfecture du département de la Seine, et des Annales des Arts et Manufactures, 1806, disponible en ligne <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5787631p.texteImage> [lien valide en novembre 2021].
12. DELATOUR Jérôme, « De l'art de plaider doctement : les notes de lecture de Pierre Dupuy, jeune avocat (1605-1606) », *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 153, n° 2, 1995, p. 391-412, disponible en ligne https://www.persee.fr/doc/bec_0373-6237_1995_num_153_2_450780 [lien valide en novembre 2021].
13. HOULLEMARE Marie, « Écrire la justice hors le greffe : la mémoire judiciaire dans la ville à Paris au XVI^e siècle », in PONCET Olivier & STOREZ-BRANCOURT Isabelle (dir.), *Une Histoire de la mémoire judiciaire*, Paris, Publications de l'École nationale des chartes, coll. « Études et rencontres », 2009, p. 319-333, disponible en ligne <https://books.openedition.org/enc/1594> [lien valide en novembre 2021].
14. BROWN Elizabeth A. R., « Le greffe civil du Parlement de Paris au XVI^e siècle : Jean du Tillet et les registres des plaidoiries », *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 153, n° 2, 1995, p. 325-372,

disponible en ligne https://www.persee.fr/doc/bec_0373-6237_1995_num_153_2_450778 [lien valide en novembre 2021] ; HOULLEMARE Marie, « Un avocat parisien entre art oratoire et promotion de soi (fin XVI^e siècle) », *Revue historique*, Paris, Presses universitaires de France, t. 306, fascicule 2, 2004, disponible en ligne <https://www.cairn.info/revue-historique-2004-2-page-283.htm> [lien valide en novembre 2021].

15. BRANCOURT Isabelle, « Entrer dans le Parlement en suivant Jean Le Nain », *Parlement de Paris et d'ailleurs (XIII^e-XVII^e s.)*, 2010, [en ligne] <https://parlementdeparis.hypotheses.org/214> [lien valide en novembre 2021].

16. Exemple de Jean du Tillet en 1568, cité par HOULLEMARE Marie, « Politiques de la parole : le Parlement de Paris au XVI^e siècle », thèse de doctorat en Histoire moderne (Paris, université Paris IV Sorbonne, 2006), p. 154-155. En savoir plus par la publication de cette thèse aux éditions Droz, coll. « Travaux d'Humanisme et Renaissance », 2011.

17. GRÜN Alphonse, « Notice sur les archives du Parlement de Paris », in BOUTARIC Edgar, *Actes du Parlement de Paris. Première série, de l'an 1254 à l'an 1328, tome premier, 1254-1299*, Paris, Plon, 1863, p. XLIX-LVIII.

18. BOUTARIC Edgar, *Actes du Parlement de Paris. Première série, de l'an 1254 à l'an 1328, tome premier, 1254-1299*, p. LII.

19. BOUTARIC Edgar, *Actes du Parlement de Paris. Première série, de l'an 1254 à l'an 1328, tome premier, 1254-1299*, p. LIV-LV.

20. HOULLEMARE Marie, « Politiques de la parole : le Parlement de Paris au XVI^e siècle », p. 154-160.

21. HOULLEMARE Marie, « Politiques de la parole : le Parlement de Paris au XVI^e siècle », p. 157.

22. HOULLEMARE Marie, « Politiques de la parole : le Parlement de Paris au XVI^e siècle », p. 158-160.

23. LE LONG Jacques, *Bibliothèque historique de la France, contenant le catalogue de tous les ouvrages tant imprimez que manuscrits, qui traitent de l'histoire de ce royaume ou qui y ont rapport* [1719], Paris, Charles Osmont, 1906. En savoir plus via <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1086957.texteImage> [lien valide en novembre 2021].

24. Jean-Antoine de Mesmes (1661-1723), magistrat devenu en 1712 le premier président du Parlement de Paris.

25. NAUDÉ Gabriel, *Advis pour dresser une bibliothèque*, Paris, Isidore Lisieux, 1876, p. 5, disponible en ligne <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k576966/f1.item.texteImage> [lien valide en novembre 2021].

26. BLUCHE François, *Les Magistrats du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Economica, coll. « Histoire », 1986, p. 224-331.

27. MARION Michel, « Collectionneurs et collections de livres à Paris au XVIII^e siècle », in CHARON Annie & PARINET Élisabeth, *Les Ventes des livres et leurs catalogues. XVII^e-XX^e siècle*, Paris, Publications de l'École nationale des chartes, coll. « Études et rencontres », 2000, p. 129-133, disponible en ligne <https://books.openedition.org/enc/1413> [lien valide en novembre 2021].

28. GALANTARIS Christian, *Manuel de bibliophilie. Du goût de la lecture à l'amour du livre*, Paris, édition des Cendres, 1997 ; FONTAINE Jean-Paul, *Les Gardiens de Bibliopolis. Cent-soixante portraits pour servir à l'histoire de la bibliophilie*, Paris, L'Hexaèdre, coll. « collection du bibliophile », 2015-2018.

29. MARION Michel, « Collectionneurs et collections de livres à Paris au XVIII^e siècle », l'auteur précise que « le salaire journalier d'un ouvrier parisien n'excède pas 300 livres par an ».

30. Sur la question du pouvoir économique des magistrats sous l'Ancien Régime, voir notamment les travaux de LE GUILLOU Yves, « Topographie d'une bibliothèque : les livres de Julien Brodeau, avocat au Parlement de Paris (1583-1653) », thèse en Sciences et Lettres (Paris, École pratique des

hautes études), 2017 ; voir aussi BLUCHE François, *Les Magistrats du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*.

31. À entendre ici au sens donné par Alois Riegl dans son *Culte moderne des monuments*, 1903, disponible en ligne <https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/5#tocto1n2> [lien valide en novembre 2021].

32. RICHER François, *Causes célèbres et intéressantes, avec les jugemens qui les ont décidées*, Amsterdam, chez Michel Rhey, t. V, 1773, p. 407.

33. Sur la date exacte, les auteurs divergent. Nous avons retenu la date fournie par Bruno Neveu (NEVEU Bruno, « Un parlementaire parisien érudit et janséniste : Jean Le Nain (1609-1698) », *Paris et Île-de-France – Mémoires*, Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et Île-de-France, coll. « Paris et Île-de-France. Mémoire », t. 16-17, 1967, p. 196), au détriment du 30 avril 1632 retenu par Léon Le Grand (LE GRAND Léon, « La Table de Le Nain et les registres du Parlement de Paris », *Le Bibliographe moderne : Courrier international des bibliothèques et des archives*, 11^e année, janvier-février 1907, p. 94).

34. Cette charge peut s'acquérir après six années d'exercice, réduites à trois pour les enfants de magistrats, ce qui était le cas de Jean IV.

35. LE GRAND Léon, « La Table de Le Nain et les registres du Parlement de Paris », p. 94 ; NEVEU Bruno, « Un parlementaire parisien érudit et janséniste : Jean Le Nain (1609-1698) », p. 199 ; BRANCOURT Isabelle, « Entrer dans le Parlement en suivant Jean Le Nain ».

36. BROWN Elizabeth A. R., « Le greffe civil du Parlement de Paris au XVI^e siècle : Jean du Tillet et les registres des plaidoiries », p. 325-372.

37. BRANCOURT Isabelle, « Entrer dans le Parlement en suivant Jean Le Nain » ; GRÜN Alphonse, « Notice sur les archives du Parlement de Paris », in BOUTARIC Edgar, *Actes du Parlement de Paris. Première série, de l'an 1254 à l'an 1328, tome premier, 1254-1299*, p. CCLXXX-CCLXXXII.

38. LE GRAND Léon, « La Table de Le Nain et les registres du Parlement de Paris », p. 95-96.

39. Lire à ce sujet les analyses détaillées de GRÜN Alphonse, « Notice sur les archives du Parlement de Paris », in BOUTARIC Edgar, *Actes du Parlement de Paris. Première série, de l'an 1254 à l'an 1328, tome premier, 1254-1299*, p. CCLXXX-CCLXXXI ; LE GRAND Léon, « La Table de Le Nain et les registres du Parlement de Paris » ; BRANCOURT Isabelle, « Entrer dans le Parlement en suivant Jean Le Nain ».

40. Système universitaire médiéval permettant aux copistes de multiplier les exemplaires d'un même manuscrit.

41. NEVEU Bruno, « Un parlementaire parisien érudit et janséniste : Jean Le Nain (1609-1698) », p. 201 ; Jean Le Nain a légué sa maison de la rue Saint-André-des-Arts et son contenu – incluant la bibliothèque – à son fils aîné Jean V et à sa fille, Marie-Madeleine Portail.

42. Soit l'équivalent de 30 000 livres.

43. *Mémoires historiques, pour le siècle courant, avec des réflexions et remarques politiques et critiques. Par l'Auteur qui a ci-devant fait les lettres historiques. Mois de Juillet, 1732*, Amsterdam, Étienne Ledet, 1732, p. 69, disponible en ligne https://books.google.fr/books?id=IV1BAAAACAAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false [lien valide en novembre 2021].

44. GRÜN Alphonse, « Notice sur les archives du Parlement de Paris », in BOUTARIC Edgar, *Actes du Parlement de Paris. Première série, de l'an 1254 à l'an 1328, tome premier, 1254-1299*, p. CCLXXX.

45. Nous pensons ici aux travaux d'Ernest Coyecque et de Jean Marchand (voir supra notes 3 et 4).

46. Je tiens ici à adresser toute ma gratitude à M. Matthieu Thermed, doctorant en histoire moderne à l'université du Maine et dont les informations transmises au sujet de Jean-François Ogier m'ont permis de formuler cette hypothèse et la documenter.

47. Transaction visant à acquérir une charge officielle.

48. Archives nationales, MC/RE/XX/7, f. 257r-274r.

49. Voir à ce sujet la thèse éclairante de LE GUILLOU Yves, « Topographie d'une bibliothèque : les livres de Julien Brodeau, avocat au Parlement de Paris (1583-1653) ».
50. Ce château aujourd'hui disparu avait été revendu par la famille Ogier en 1755.
51. Malheureusement le temps m'a manqué pour mener à terme ces recherches.
52. *Catalogue des livres de feu M. Ogier*, Paris, chez Veuve Barrois et fils, 1775.
53. Également prénommé « Julien-François » dans certaines pièces d'archives. Voir MARCEL Pierre, *Inventaire des papiers manuscrits du cabinet de Robert de Cotte conservés à la Bibliothèque nationale. Documents relatifs à l'histoire de l'architecture française*, Paris, H. Champion, 1906, p. xvii, disponible en ligne <http://archive.org/details/inventairedespap00marcuoft/page/n8/mode/1up?view=theater> [lien valide en novembre 2021].
54. Dans AUBERT DE LA CHESNAYE DES BOIS François-Alexandre, *Dictionnaire de la noblesse* [...]. Tome V. Seconde édition, Paris, Veuve Duchesne, 1772, p. 176, disponible en ligne https://books.google.fr/books?id=KU8VAAAAQAAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false [lien valide en novembre 2021]. On lit très exactement « président en la seconde du Palais » ce qui fait supposer l'oubli du mot requête.
55. *Catalogue des livres rares et précieux, et des manuscrits, composant la bibliothèque de M****, Paris, G. De Bure père et fils, 1804, p. iii, disponible en ligne <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1513152n.image> [lien valide en novembre 2021].
56. *Catalogue des livres rares et précieux, et des manuscrits, composant la bibliothèque de M****, p. 308.
57. MICHAUD Joseph-François & POUJOLAT Jean-Joseph-François, *Nouvelle collection des mémoires pour servir à l'histoire de France depuis le XIII^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, tome sixième*, Paris, Firmin-Didot, 1839, p. iv.
58. Pour l'anecdote : le cabinet des Médailles fut installé en 1741 dans l'hôtel de Nevers dont l'ordonnance générale était due à Robert de Cotte et à son fils Jules-Robert, voir <http://comitehistoire.bnf.fr/directeurs-d%C3%A9partement-monnaies-m%C3%A9dailles-antiques-1719> [lien valide en novembre 2021].
59. Le fils du président de Cotte vendra la même année les papiers du cabinet de Jules-Robert de Cotte au cabinet des Estampes, à présent à la Bibliothèque nationale.
60. Bibliothèque de l'Assemblée nationale, Ms 1596, pièce no1.
61. Bibliothèque de l'Assemblée nationale, Ms 1596, pièce no2.
62. COYECQUE Ernest & DEBRAYE Henri, *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France. Paris. Chambre des Députés*, p. vii-x.
63. COYECQUE Ernest & DEBRAYE Henri, *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France. Paris. Chambre des Députés*, p. x-xi.
64. Sous la cote : Ms 1119.
65. QUICHERAT Jules, *Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc dite la Pucelle*, Paris, Jules Renouard, tome 5, 1849, p. 393, disponible en ligne <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k131385r.image> [lien valide en novembre 2021].
66. CHAMPION Pierre, *Notice des manuscrits du procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc*, Paris, Honoré Champion, tome 1, 1930, p. vi, disponible en ligne <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k921k.image> [lien valide en novembre 2021].
67. QUICHERAT Jules, *Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc dite la Pucelle*, p. 392-394.
68. RICHER François, *Causes célèbres et intéressantes, avec les jugemens qui les ont décidées*, p. 1911-1912.
69. TAILLANDIER Alphonse-Honoré, « Notice sur les registres manuscrits du parlement de Paris », *Mémoires de la Société royale des antiquaires de France*, Paris, Duverger, volume XI, 1835, p. 185 ; avis que partage Mme Isabelle Brancourt dans son échange téléphonique du 8 octobre 2019.

70. VALLET DE VIRIVILLE Auguste, *Procès de condamnation de Jeanne d'Arc dite la Pucelle d'Orléans*, Paris, Firmin Didot, 1867, disponible en ligne https://books.google.fr/books?id=ul8NX6_HneoC&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false [lien valide en novembre 2021].
71. QUICHERAT Jules, *Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc dite la Pucelle*, p. 393.
72. VALLET DE VIRIVILLE Auguste, *Procès de condamnation de Jeanne d'Arc dite la Pucelle d'Orléans*, p. VII.
73. Je tiens ici à remercier chaleureusement Mme Isabelle Brancourt, chargée de recherche (CR-HC) CNRS à l'Institut d'histoire du droit-Jean-Gaudemet (université Paris-II- UMR 7184) à qui je dois cette hypothèse et qui a nourri mes réflexions et mes recherches par ses précieux conseils.
74. LAVERDY François, *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque du Roi, Lûs au Comité établi par Sa Majesté dans l'Académie royale des Inscriptions & Belles-Lettres. Tome troisième*, Paris, Imprimerie Royale, 1790, p. 230-231.
75. Vallet de Viriville serait donc dans l'erreur lorsqu'il indique le dépôt direct du manuscrit parmi les procès criminels in VALLET DE VIRIVILLE Auguste, *Procès de condamnation de Jeanne d'Arc dite la Pucelle d'Orléans*, p. VII.
76. QUICHERAT Jules, *Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc dite la Pucelle*, tome 2, p. 254.
77. HORDAL Jean, *Heroinae nobilissimae Joannae Darc Lotharingae, vulgo aurelianensis puellae, historia, [...] Authore Joanne Horda, Ponti-Mussi : apud M. Bernardum*, 1612, p. 26.
78. QUICHERAT Jules, *Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc dite la Pucelle*, tome 5, p. 394. Il est indiqué que le manuscrit porte à l'intraplat une note de Le Nain ou de l'un de ses copistes : « Procès criminel, deux cent cinquante-un », mention aujourd'hui hélas effacée.
79. BROWN Elizabeth A. R., « Le greffe civil du Parlement de Paris au XVI^e siècle : Jean du Tillet et les registres des plaidoiries », p. 327.
80. *Arrest de la cour de Parlement sur le divertissement fait au Palais, pendant l'incendie y advenu, des sacs, procez, pièces et registres qui y estoient*, Paris, Morel et Mettayer, 1618.
81. VALLET DE VIRIVILLE Auguste, *Procès de condamnation de Jeanne d'Arc dite la Pucelle d'Orléans*, p. VII.

RÉSUMÉS

À travers l'exemple de la collection Le Nain / de Cotte conservée à la bibliothèque de l'Assemblée nationale, nous montrerons comment, grâce à la perméabilité entre archives institutionnelles et archives privées, la passion collectionneuse de deux magistrats a permis de conserver et de rendre accessibles des fonds accumulés, de 1250 à 1790, au Parlement de Paris. Nous nous intéresserons donc particulièrement aux parcours de ces hommes et de leurs bibliothèques.

Cet exemple sera l'occasion d'aborder les modalités de circulation des registres du Parlement dans le cadre des pratiques professionnelles des officiers de justice aux 17^e et 18^e siècles. Nous verrons comment ces pratiques, forgées à la fois par le mode d'exercice de la justice mais aussi par les contraintes matérielles, les habitudes de travail et la naissance de la bibliophilie, ont contribué à la conservation des registres par dissémination.

Enfin nous nous pencherons plus particulièrement sur une pièce d'archive judiciaire exceptionnelle et à la trajectoire mystérieuse appartenant à cette collection : l'une des

expéditions originelles du procès de Jeanne d’Arc. Cet exemplaire soulève en effet plusieurs questions sur lesquelles il sera possible d’émettre quelques hypothèses puisque nous nous trouvons, en ce cas, face à une pièce dont la trajectoire de circulation, du 15^e siècle à la fin de l’Ancien Régime, est étroitement liée à l’utilisation de sa force probante.

Through the example of the Le Nain / de Cotte collection kept in the library of the French National Assembly, we will demonstrate how, thanks to the permeability between institutional archives and private archives, the passion for collecting of two magistrates has enabled to preserve and make accessible the holdings built up between 1250 and 1790, in the Parliament of Paris. Therefore, we will particularly focus on these men’s lives and on their collections.

This example will be the opportunity to discuss the conditions for the movement of the records of the Parliament in the context of the professional practices of judicial officers in the 17th and 18th centuries. We will see how these practices, conditioned at the same time by the way in which justice was exercised, but also by resource constraints, working habits and the birth of bibliophilia, have contributed to the preservation of the records through dissemination.

Finally, we will take a closer look at an exceptional judicial archival item with a mysterious trajectory that belongs to this collection: one of the original drawing-up of Joan of Arc’s trial. This copy raises, indeed, several questions on which it will be possible to formulate a few hypotheses since we are faced, in this case, with a document whose circulation trajectory, from the 15th century to the end of the Ancien Régime, is closely linked to the use of its probative value.

INDEX

Mots-clés : magistrats, Archives, parlement de Paris, Jeanne d’Arc, Ancien Régime

Keywords : magistrates, Archives, Parliament of Paris, Joan of Arc, Ancien Regime

AUTEUR

SARAH DE BOGUI

Bibliothécaire, responsable du fonds patrimonial, bibliothèque de l’Assemblée nationale
sarah.debogui@assemblee-nationale.fr